



HAL
open science

Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne

Myriam Ababsa, Confluences Méditerranée

► To cite this version:

Myriam Ababsa, Confluences Méditerranée. Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne. Confluences Méditerranée , 2017, N°101, 10.3917/come.101.0053 . hal-03912849

HAL Id: hal-03912849

<https://hal.science/hal-03912849v1>

Submitted on 20 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RAQQA, CAPITALE DE LA RÉVOLUTION PUIS DE L'ÉTAT ISLAMIQUE : LES FRONTIÈRES CONTESTÉES D'UNE VILLE SYRIENNE

[Myriam Ababsa](#)

L'Harmattan | « Confluences Méditerranée »

2017/2 N° 101 | pages 53 à 65

ISSN 1148-2664

ISBN 978234312569

DOI 10.3917/come.101.0053

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-2-page-53.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Myriam Ababsa

Chercheuse associée à l'Ifpo Amman.

Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne

Cinquième ville de Syrie, négligée par le régime et appauvrie, Raqqa a été la première ville à se libérer du régime syrien en mars 2013 avec l'aide de l'Armée syrienne libre et de forces salafistes. Les notables ont alors rappelé qu'ils avaient pu organiser en 1919 un État autonome à Raqqa. Mais dès, l'automne 2013, Raqqa tombe aux mains de l'État islamique. La proclamation du Califat dans cette ville s'explique pour des raisons tactiques (taille réduite, faiblesse militaire) mais aussi du fait de son importance historique, comme ancienne capitale de l'Empire abbasside.

La ville de Raqqa est devenue tristement célèbre depuis que l'État islamique en a fait la capitale de l'État islamique en juin 2014. Peu de médias ou de chercheurs se sont intéressés aux raisons pour lesquelles le Califat y a été proclamé. D'aucuns y ont vu des raisons politiques internes dues à la pauvreté et à la frustration de la population écartée de la libéralisation économique de la Syrie, et témoin du pillage des ressources agricoles. Certains ont rappelé que la ville fut la première à se libérer du régime syrien

en mars 2013, avec l'aide de l'Armée syrienne libre et d'une coalition de katibas salafistes associées à Jabhat al-Nosra. Mais peu ont souligné que la ville de Raqqa occupe une position exceptionnelle dans l'histoire arabe en tant que capitale de l'Empire abbasside au VIII^e siècle, centre d'un gouvernorat ottoman, et dernier bastion du Royaume arabe de Fayçal entre 1920 et 1921.

L'histoire exceptionnelle de Raqqa a justifié toute une construction rhétorique de la part des historiens syriens, mais également des intellectuels de la ville. Cette production rhétorique est à prendre en compte car elle fait partie de la culture locale des Syriens, mais aussi des combattants arabes. Elle est réactivée par les intellectuels de Raqqa, comme en témoignent les lettres et commentaires qu'ils postent sur Facebook en arabe, et que je suis depuis le début de la guerre. Cet article suivra en particulier les articles du journaliste raqqawi Youssef Daris, qui publia de mars à avril 2013 une série de quinze lettres intitulées « Raqqa retourne à la vie ». Ces lettres décrivent la réorganisation des services municipaux dans la ville par les habitants. Elles nous permettent de suivre la mobilisation civique des citoyens en faveur des déplacés internes, puis leur joie à la libération de la ville le 2 mars 2013 par l'armée syrienne libre et des groupes islamistes, et progressivement, leur haine envers l'État islamique. Elles sont commentées par des notables raqqawis de la famille Blebil et Ujaily (les Bayatrah), qui mettent en parallèle l'euphorie de la libération avec la fierté de l'État autonome de Mujem Ibn Muheid des années 1920.

Mon but est de replacer ces changements politiques dans le contexte sociologique et économique d'une ville moyenne syrienne trop longtemps négligée par l'État central, qui préférerait créer des dépendances en redéfinissant les hiérarchies tribales. Il s'agit également de présenter les éléments de la construction rhétorique de Raqqa comme capitale de la Révolution, première capitale arabe et centre du Califat.

Raqqa, centre du Projet de l'Euphrate, mais sous-développée (1963-2011)

À partir de la révolution baathiste de mars 1963, Raqqa s'est retrouvée élevée au rang de centre administratif du principal projet

Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne

économique de l'État syrien : le Projet de l'Euphrate qui consistait à doubler les superficies irriguées du pays (640 000 ha) par la construction de trois barrages, d'une ville nouvelle et de quinze fermes d'État. La mise en œuvre de ce projet renforça les fonctions administratives de Raqqa et diversifia la population de la ville où des milliers d'ingénieurs syriens et étrangers, d'ouvriers qualifiés et de déplacés du lac de barrage Assad vinrent s'établir. Le brassage de population dont elle fut le témoin s'accompagna d'une réorganisation des hiérarchies sociales sous la houlette du parti Baath. La Jazîra est une grande terre de recrutement de militants du parti Baath. Le politologue Sulayman Khalaf a ainsi montré comment la nomination de membres minoritaires des tribus à des rangs administratifs a conduit à la rupture des liens tribaux et à leur recomposition. L'accession des membres des tribus semi-nomades de la région (Afadla, Sabkha, Beggara, Bou Hamid) au pouvoir politique et administratif a été dénoncée par les notables citadins comme l'émergence d'un lobby *chawî* (terme péjoratif utilisé par les citadins alépins et raqqawis pour désigner les tribus semi-nomades de l'Euphrate sédentarisées dans les années 1960)¹. Mais dans le même temps, le régime de Hafez Al-Assad a appliqué une politique habile dans le gouvernorat, qui a consisté à ne pas couper totalement les notables de leurs bases financières, en appliquant la réforme agraire que sur les deux tiers des terres. L'idée étant de leur laisser de quoi dynamiser l'industrialisation de la ville. Ils ont tout de même perdu des terres confisquées pour l'extension urbaine de Raqqa, et très faiblement indemnisées². Le sous-équipement industriel de la Jazîra faisait dire aux intellectuels de Raqqa interrogés entre 2001 et 2004, que leur région était une « colonie intérieure » de la Syrie, pillée au seul profit d'une minorité corrompue au pouvoir. La preuve en était qu'il avait fallu attendre plus de cinquante ans après le boom du coton pour que la première usine étatique d'égrenage du coton soit ouverte dans leur ville.

Jusqu'à l'ouverture économique et politique de 1991 (*infithah*) et la promulgation de la loi d'investissement n° 10 garantissant le rapatriement des capitaux, l'ensemble des députés de Raqqa est désigné parmi les membres du parti Baath issus des tribus de l'Euphrate. En 1994, deux sièges de députés sur douze sont proposés au scrutin à Raqqa. Les cheikhs traditionnels font campagne pour le pouvoir. Lors des élections législatives de 2003, trente candidats étaient en lice pour les deux sièges A et B réservés aux candidats indépen-

dants. Dix d'entre eux – dont les cheikhs des principales tribus du gouvernorat : Mohammed Fayçal Al-Howeidî pour les Afadla ; Ali Anouar Al-Boursan pour les Walda ; Abd Muhsein Anouar Rakkan pour les Sabkha ; et Mohammed Ismaïl Al-Berri pour les Al-Bou Khamis – avaient concentré l'essentiel des voix. Lors des élections de 2007, pas moins de 39 candidats étaient en lice pour les deux sièges d'indépendants. Parmi eux figuraient les deux sortants – Mohammed Fayçal Al-Howeidî et Mohammed Ismaïl Al-Berri –, auxquels s'ajoutait Ali Anouar Al-Boursan. Des émeutes suivirent le dépouillement des suffrages. Un couvre-feu fut établi, et moyennant le paiement d'un arbitrage par le régime, deux sièges de députés indépendants furent accordés à Mohammed Fayçal Al-Howeidî (député sortant) et à Abd Muhsein Anouar Al-Rakkan.

A partir de 2001, le régime de Bachar Al-Assad se lança dans une politique de libéralisation économique. A Raqqa, elle se traduisit par le démantèlement des fermes d'État et leur distribution aux anciens propriétaires, aux ouvriers et aux fonctionnaires. Mais dépourvus des moyens d'exploitation des terres (semences, engrais et tracteurs), les bénéficiaires ont pour la plupart revendu, illégalement, les trois hectares de terre qu'ils avaient reçus. La mutation des structures de propriété y fut radicale : le passage de la ferme d'État à des grands domaines privés, bénéficiant de l'eau subventionnée par l'État. Une véritable contre-réforme agraire a eu lieu à Raqqa en 2001-2003 sur les terres fertiles des fermes d'État, au profit d'entrepreneurs issus des tribus semi-nomades. Mais ces politiques n'ont pas permis la création d'emplois dans le gouvernorat, les quelques usines créées par des industriels raqqawis et alépins n'ayant pu combler les déficits structurels. A cela se sont ajoutées la fragmentation du parcellaire agricole par héritage, la sécheresse de 2007-2009 et la modification de la loi des relations agraires³. Les plus chanceux des enfants raqqawis parvenaient à émigrer en Arabie Saoudite ou dans les pays du Golfe pour trouver du travail. Ils rentraient en été à Raqqa, introduisant une idéologie très conservatrice. Il est essentiel de noter aussi la perméabilité de la frontière avec l'Irak et la présence de forces salafistes dès 2003 à Raqqa, à partir de l'invasion américaine.

Au milieu des années 2000, la politique nationale d'ouverture économique commençait à porter ses fruits. En 2003, la première université privée de Jazîra était inaugurée à Raqqa, financée par un Syrien expatrié dans le Golfe. L'université Al-Itihad recrutait ses

Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne

professeurs à l'Université d'Alep, en leur offrant quatre fois leur salaire horaire. Les citoyens raqqawîs ricanent sur le fait que désormais les Châwaya et les Bédouins n'auront même plus à quitter leur ville pour être diplômés. Parallèlement, toute une politique de micro-crédit a été conduite par le gouvernement en Jazîra, afin de stimuler la création d'emploi et atténuer le chômage qui affecte la moitié des jeunes.

C'est dans ce contexte d'ouverture économique que deux vastes complexes industriels, dont l'un au capital de trente millions de dollars, ont été édifiés à la périphérie de Raqqa. Ils comprennent les quatre premières filatures de la ville. Conduits à l'initiative d'une famille alépine et de la grande famille Al-Ujaily selon la loi sur les investissements n° 10 de 1991, ils symbolisent la revanche économique des investisseurs citoyens qui avaient participé au développement de la Jazîra avant d'être écartés par la révolution baathiste. Les salaires qui y sont offerts, 5 000 livres syriennes mensuelles pour 48 heures de travail hebdomadaire (100 \$) en 2004, sont équivalents à ceux du public, mais les conditions de travail, tayloriennes, sont bien plus éprouvantes. C'est à ce prix que Raqqa, transformée dans les années 1970 en laboratoire de la Syrie socialiste, est confrontée aux défis de la reconversion libérale du modèle économique baathiste.

Raqqa, « hôtel » de la Syrie (mars 2011-mars 2013)

Au début du printemps arabe, Raqqa était l'une des villes de Syrie où les combats étaient les moins intenses, les principaux cheikhs traditionnels de tribus recevant des subventions du régime pour maintenir l'ordre. Mais une rupture générationnelle se fait jour. Les enfants exclus de la croissance économique des années 2000, dépourvus de terre et d'emplois, ont regagné l'armée libre syrienne, ou rejoint les katibas salafistes. En quête de revanche contre l'État baathiste accusé d'avoir entravé leur développement et de les avoir spoliés, les tribus de l'Euphrate ont soutenu les mouvements de libération infiltrés dans la région dès 2011, tandis que certains de leurs parents restaient fidèles au régime.

En novembre 2011, le calme qui règne à Raqqa est si grand que le président Bachar al-Assad s'y rend pour célébrer l'Aïd al-Adha. Afin de garantir la sécurité du président, des millions de livres syriennes sont distribuées aux cinq principaux chefs de tribus. Un document

émanant des services secrets syriens est publié en ligne sur plusieurs sites d'opposition et repris par le blog d'Ignace Leverrier⁴ (2011). Il informe le gouverneur de Raqqa Adnan Al-Sikhni, qu'une somme de « 55 millions de livres syriennes (LS) a été transférée sur les comptes de l'agence locale de la Banque commerciale de Syrie. Il lui incombe de vérifier qu'elle a bien été remise à ses destinataires : le député Mohammed Fayçal Mohammed Al-Howeidî, cheikh de la tribu des Al-Afadla (20 millions de LS), le député Abdel-Mohsen Anwar Rakan Al-Saw'an, cheikh de la tribu des Al-Sabkha (20 millions de LS), le cheikh Mohammed Ismaïl Al-Berri, de la tribu des Al-Bou Khamis (5 millions de LS), et le cheikh Khalil Ibrahim Al-Kachcheh, de la tribu des Al-Majadmeh (5 millions de LS). Les 5 millions supplémentaires doivent « *rester en dépôt pour parer à toute éventualité* »⁵. Ces sommes sont considérables, environ 300 000 euros par cheikh, en liquide. Les cheikhs bénéficiaires sont les députés élus de Raqqa, ainsi que l'un des candidats au siège de député qui avait été évincé en 2007 lors des précédentes élections législatives. Le cheikh de la tribu des Majadmeh est moins connu. Notons que les Walda, dont les terres ont été inondées par le barrage sur l'Euphrate en 1974, n'ont pas été ainsi achetés. Leurs cheikhs Boursan sont restés opposés au régime.

Après cette prière spectaculaire, le régime oblige les chefs de tribus à lui prêter allégeance lors de conseils de tribus médiatisés. En janvier 2012, le régime organise la 10^e rencontre des tribus syriennes à Raqqa. Un cheikh mineur des Hadidyin a alors soutenu le régime, suscitant la fureur dans sa tribu. Haiyan Dukhan a montré qu'à partir du printemps arabe, le régime syrien a augmenté son appui sur des chefs de tribus, placés à la tête du ministère de l'Agriculture, au sein du ministère de l'Intérieur, et dans les bureaux présidentiels. La représentation des membres de tribu au parlement s'est ainsi accrue de 7 à 12 %, avec 30 sur 250 membres. Mais ces chefs ne sont pas toujours les *waji* (littéralement les visages) ou chefs traditionnels des tribus, mais ceux qui profitent du régime : ainsi, certains reçoivent des paiements pour protéger les pipelines qui conduisent le pétrole des champs pétroliers de Deir ez-Zor à la raffinerie de Homs⁶.

Le sujet de l'adhésion de certains membres des tribus de Raqqa et du Moyen Euphrate au régime, à l'armée syrienne libre, ou aux rebelles jihadistes puis à l'État islamique (EI) nécessite avant tout de ne pas essentialiser les tribus du fait des divisions internes qui les traversent. Si certaines tribus ont décidé de soutenir en masse l'ar-

Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne

mée syrienne libre (Naim, Mawali, Beni Khaled), chacune a créé sa propre katiba, plus ou moins indépendante des chefs traditionnels, et plusieurs se trouvent scindées, des fils ou des cousins adhérant à l'ASL d'autres à Jabhat al-Nosra. Des relations de clientélisme et de dépendance avaient été établies par le régime syrien avec les chefs des principales tribus. Le régime médiatise ces relations, demandant expressément aux cheikhs de prêter allégeance publiquement et de condamner l'ingérence de l'Occident et des pays du Golfe. En échange, ces cheikhs reçoivent de l'argent, des armes légères et des munitions, des véhicules et l'exemption du service militaire pour leurs enfants⁷.

Les chefs des grandes tribus bédouines Anaza Fedan et Shammar ont rejoint le Conseil tribal syrien au sein de la Coalition nationale syrienne. Et les Hassana, près de Salamiyeh ont aussi soutenu la révolution. En juillet 2013, le cheikh Ahmad Al-Garba des Shammar est élu président du Conseil national syrien. Les Agueidat sont dans l'opposition, mais les Beggara sont divisés entre une majorité avec le régime tandis que le principal cheikh Nawaf Al-Bashir lui est opposé. Des chefs de clan sans affiliation claire ont créé un « Bataillon des tribus libres », affilié au groupe sunnite Alwiya Ahfaad al-Rasul des descendants du Prophète. Un autre groupe de résistants a pris une dénomination tribale alors qu'il ne contient pas de tribus uniques, « Les tribus libres de Sham », créé à Deraa en février 2013. Un autre bataillon composé de déserteurs de l'armée s'est formé à Alep en avril 2013, « le Front des tribus syriennes »⁸.

Jusqu'en mars 2013, Raqqa était l'une des villes où les combats étaient les moins intenses, au point que des centaines de milliers de déplacés internes des campagnes d'Alep, Hama et de Homs s'y étaient réfugiés. Ces campagnes étaient connectées à Raqqa par les réseaux d'élevage ovin, Alep, Hama et Raqqa comptant les plus grands marchés (pour la consommation locale et l'exportation vers l'Arabie saoudite et les pays du Golfe). Les familles de la ville organisèrent une assistance humanitaire pour ces déplacés, notamment les Khudur avec le croissant rouge, ainsi que les cheikhs Huweidi à Machlab⁹.

Raqqa « capitale de la révolution » (mars-juillet 2013)

Le 2 mars 2013, Raqqa tombe entre les mains de l'opposition armée au terme de brefs combats. Cette victoire est le fait « d'une

coalition d'unités affiliées à l'Armée syrienne libre (ASL) et de *katibas* islamistes indépendantes regroupées dans le *Jabhat Tahrir al-Raqqa*, Front de libération de Raqqa, créé quelques mois plus tôt en décembre 2012. Les principaux artisans de cette victoire sont toutefois le *Harakat Ahrar al-Sham al-Islamiyya* (Mouvement des Hommes libres de la Syrie islamique), un groupe *djihadiste* qui limite ses ambitions à la Syrie et ne prône pas un *djihad* global comme *al-Qaïda*, et le *Jabhat al-Nosra* (Front de Soutien), un groupe également *djihadiste* qui, lui, a prêté allégeance à l'organisation internationale »¹⁰.

Le journaliste Yousef Daris a publié quinze lettres en mars et avril 2013 sur sa page Facebook, décrivant le sentiment de libération des habitants, en dépit de l'orientation islamiste des libérateurs. En mars 2013, les habitants de Raqqa, les étudiants réunis dans « l'union des étudiants libres », les organisations de la société civile telle que « Notre droit » (*Haqquna*), les « Petits-enfants de Rashid » exprimèrent leur fierté d'être libérés. Pendant cinq jours, des jeunes conduisirent une campagne « Le drapeau de la révolution me représente » (*Al alam al thawra yumathalni*) destinée à peindre le drapeau de la révolution sur les murs des principales rues du centre-ville. Ces groupes citoyens entreprirent de déblayer les gravas et de nettoyer les rues. Une campagne de distribution de pain pour les plus démunis fut menée « notre pain ». En parallèle, des manifestations eurent lieu pour réclamer le paiement des salaires.

Les intellectuels de la ville qui occupent les postes de journalistes, en particulier ceux de la famille Blebil rappelèrent alors que la ville de Raqqa a une tradition d'autonomie, ayant été pendant dix-neuf mois le centre de l'État bédouin de Hajem ibn Muheid. Mais cette construction est le fait d'intellectuels âgés, déconnectés des revendications de leurs enfants. Hajem ibn Muheid est un chef de tribu nomade qui instaura dans les environs de Raqqa, d'août 1920 à décembre 1921, un État bédouin autonome appuyé sur des soldats de l'armée ottomane. Cet épisode revêt pour les Raqqawî une place comparable à celle de l'épopée fayçalienne dans l'histoire du nationalisme arabe : celle du mythe de l'indépendance volée par les puissances impérialistes. Mais cette source de fierté locale et nationale est instrumentalisée d'une façon moins consensuelle qu'il n'y paraît. Elle permet à ses promoteurs de prouver la fidélité de Raqqa aux idéaux arabes, tout en renversant les hiérarchies territoriales : ce n'est plus Damas mais Raqqa qui est la « capitale » de la

Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne

Syrie indépendante. Elle aurait ainsi été jusqu'en décembre 1921, « *le seul lieu de Syrie où flottât le drapeau arabe de Fayçal* », alors que Damas et Alep étaient aux mains de l'armée française.

En juillet 1998, lors du premier Festival de la Culture de Raqqa, l'écrivain Abd alSalam al-Ujaily rappelait à nouveau la gloire de cet « État » : « *Raqqa est devenue, alors que le pays continuait de subir les conséquences de la guerre, le siège d'un événement unique et qui n'a pas d'égal. J'ai consacré des études et des livres à cet événement fameux qui s'est produit il y a peu de temps, et qui est resté dans nos mémoires comme le "gouvernement de Hajem". J'y ai démontré comment nos pères, en dépit de la faiblesse de leurs connaissances en sciences politiques et dans les modes de construction d'un État, réussirent à bâtir un gouvernement indépendant, bien administré et aux idéaux élevés. Mais leurs moyens limités d'une part, et la politique des grands pays victorieux d'autre part, n'ont pas permis à cet État d'exister plus d'un an et demi* » (Abd al Salam al-Ujaily, *Sawt alRafiq*, n° 15 et 16, octobre et novembre 1998). Les archives de l'Armée du Levant contiennent des notes attestant que les notables de Raqqa souffrirent des spoliations réalisées par Hajem ibn Muheid, et négocièrent avec les Français sa reddition. Aussi, le rappel de cet âge d'or sur sa page Facebook par un membre de la famille Blebil en avril 2013 participe de l'écriture d'une histoire faite de fierté et d'autonomie, à un moment critique de l'histoire de la Syrie. Il accompagne la création d'un conseil local en avril 2013 qui se dote d'un programme, d'un logo, et conteste les agissements de l'EI. Mais il traduit aussi une rupture générationnelle, tandis que les jeunes sont engagés dans des mouvements salafistes rigoristes.

Un élément de la contestation contre le régime syrien est méconnu, mais crucial. Il s'agit de la construction par l'Iran de mausolées chiites à l'emplacement du cimetière islamique de Raqqa, sur les tombes de Ammar bin Yasar et Uways al Qarany, compagnon du Prophète Mohammed morts lors de la bataille de Siffin en 657. Les plaines de Siffin se trouvent au sud de l'actuelle ville de Tabqa. Lors de cette bataille fondatrice du chiisme entre sunnisme et chiisme, 90 compagnons du Prophète périrent. Leurs tombes devinrent des destinations de pèlerinage chiite dès le XIII^e siècle. Or dans le but de se rapprocher du chiisme duodécimain, le régime alaouite de Hafez Al Assad a offert à l'Iran la possibilité de construire à Raqqa un vaste complexe chiite. Construit à partir de 1994, terminé en 2003, ce

bâtiment suscita la colère des Raqqawis qui accusèrent le régime de vouloir diviser la nation¹¹.

Raqqa, capitale du Califat (juin 2014)

La période de joie relative lors de la libération de la ville ne dura que quelques semaines. Dès avril 2013, des membres de l'État islamique s'infiltrèrent dans la ville. Abu Bakr Al-Baghdadi affirme que Jabhat al-Nosra est une émanation de l'EI et annonce qu'il fusionne les deux mouvements, ce qui est rejeté par Abu Mohammad Al-Jolani, émir du Front de Soutien (Jabhat al-Nosra). Le 14 mai 2013, l'EI exécuta trois citoyens alaouites accusés d'espionnage, place de l'horloge. Les habitants de Raqqa produisirent alors des tracts anti-EI et appelèrent l'armée syrienne libre à intervenir. Mais au cours de l'été, l'EI parvint à prendre le contrôle de la ville en soumettant Jabhat al-Nosra. Des activités islamiques sont alors organisées dans la ville, lectures du Coran et séances de prédication (*da'wa*). Ils persécutent les militants critiques à leur égard, en particulier les membres de la famille Al-Hajj Saleh. En juillet 2013, les forces rebelles créent un conseil militaire révolutionnaire affilié à l'Armée Syrienne libre pour résister à la présence du régime dans le gouvernorat. Mais ce conseil entre en conflit avec l'EI qui y voit une tentative de *sahwa* (réveil) des forces sunnites tribales contre les salafistes (Glasman 2013). Le 15 septembre 2013, l'armée syrienne libre quittait Raqqa et des panneaux annonçaient que la ville était désormais centre de l'État islamique d'Irak et de Syrie. En novembre 2013, 14 chefs de tribus de l'Euphrate prêtent allégeance à l'EI. La société civile raqqawie demeure mobilisée. Les taggeurs dessinent des messages anti-EI¹². Des manifestations spontanées de la société civile ont lieu lors de la destruction des croix des trois églises de la ville en 2014, au cri de « Uni, le peuple de Raqqa demeure uni ». Des membres courageux créent le site internet « Raqqa est égorgée en silence » (*Raqqa is Being Slaughtered Silently*) en ligne à l'adresse [http : //www.raqqa-sl.com/en/](http://www.raqqa-sl.com/en/). Quant aux mausolées chiites, objets aborrrhés par l'EI, ils sont dynamités en 2014.

L'État islamique tente alors de jouer sur l'opposition entre citadins et Kurdes. Mais cette ligne de clivage est loin d'être évidente au sein des Bayattrah, des familles de notables, qui sont divisés en deux groupes : les Acharin et les Kurdes. Les premières familles de la

Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne

ville intègrent des éléments kurdes. En revanche, les tribus du Nord du gouvernorat sont opposées aux Kurdes qui sont minoritaires et tentent de récupérer leurs terres avec le soutien du régime depuis 2011. En 1962, un recensement exceptionnel a retiré leur nationalité syrienne à 120 000 Kurdes accusés d'être arrivés de Turquie pour recevoir des terres lors de la réforme agraire. Dix ans après le recensement de 1962, à l'occasion de l'enneigement de centaines de villages par le lac Assad, une série de 41 « villages modernes » furent édifiés à la frontière turque, dans le gouvernorat de Hassaka. Ils furent bâtis par l'État sur les terres de grands propriétaires kurdes expropriés par la décision 521 du 24 juin 1974. Les villageois furent eux aussi expulsés de leurs terres. Selon des sources kurdes, 100 000 ha répartis en 335 villages furent affectés par ces expropriations dans le gouvernorat de Hassaka. 27 000 paysans de la tribu Afadla des rives de l'Euphrate, soit le tiers des submergés, acceptèrent de se déplacer vers ces villages de « colonisation arabe ». Dès mars 2011, le président Bachar Al-Assad a annoncé la restitution de leur nationalité aux Kurdes de Syrie déchus.

La proclamation du Califat à Raqqa s'explique pour des raisons tactiques, de facilité de prise de la ville, mais surtout pour des raisons historiques liées au passé prestigieux de la ville, ancienne capitale du Califat abbasside de Hâroun Al-Rachîd. Cette construction rhétorique s'appuie sur des textes littéraires classiques connus. L'historien Abd el-Qader Ayyach, auteur d'une histoire de Raqqa en deux volumes publiée en 1968 et 1969, *Al-Raqqa, la plus grande ville ancienne de l'Euphrate*, a posé les jalons de la rhétorique locale consacrée à Raqqa. Il a restitué l'image littéraire classique de la ville par un florilège de citations des grands poètes arabes des premiers siècles de l'Islam. Ses écrits glorifient trois périodes historiques : le règne du calife omeyyade Hichâm ben Abd el-Malek et celui du calife abbasside Hâroun Al-Rachîd qui y installèrent leur cour, d'une part, et la période contemporaine de la révolution baathiste et de la construction du barrage et de la ville nouvelle de Thawra, d'autre part.

Dans la littérature arabe, trois termes différents qualifient Raqqa sous le règne du calife Hâroun Al-Rachîd : l'estivage (*masyaf*), la résidence (*manzil*) et la capitale (*asima*). Le premier porte l'accent sur les palais temporaires bâtis à Raqqa au début du règne du calife, dont celui de la Paix, tandis qu'il élevait à Bagdad le palais éternel. Le deuxième, celui de « résidence », aurait été associé par le

calife lui-même à la ville de Raqqa dans une célébration des quatre plus belles villes du monde : « *Le monde a quatre résidences : Damas, Raqqa, Rayy et Samarkand* »¹³. Le troisième terme, celui de « `asima » (capitale), est l'objet d'une construction rhétorique remarquable. On lit en effet que ce fut pour Raqqa qu'il fut utilisé pour la première fois à l'occasion de l'installation de la cour abbaside de Hâroun Al-Rachîd. « *On ne parlait pas de capitale chez les Arabes, mais de Dar al Malik (maison du roi), et de Maqam Al Khalif (lieu du calife). Le terme de `asima se rapportait aux places fortes et aux citadelles des frontières. Or, l'usage du terme de `asima fut utilisé pour la première fois en 786 (170 H.) par le calife Rachîd quand il s'installa à Raqqa. Al Tabârî a en effet écrit : « Al Rachîd destitua toutes les forteresses de la Jazîra et les unit en une possession qu'il nomma al `awasim, les capitales » » (Raqqa, perle de l'Euphrate, 1992 : 100).*

Conclusion

Raqqa occupe une place unique dans l'histoire de la Syrie, celle d'avoir été à plus d'une reprise une capitale de royaume. Cela s'explique par sa situation exceptionnelle au carrefour des routes vers l'Europe et la péninsule arabique, mais aussi par l'importance de ses vestiges archéologiques et religieux, et de sa place dans la littérature arabe classique. Centre du front pionnier de l'Euphrate au cours des années 1970, elle a un temps donné suffisamment de travail aux enfants des familles de la ville et des membres des tribus de l'Euphrate. Mais dès les années 1990, l'échec économique du Projet de l'Euphrate devient patent et le mécontentement des habitants monte. Un clivage générationnel s'opère entre les membres des tribus n'ayant ni terre, ni emploi et leurs parents petits fonctionnaires baathistes. La migration de travail vers le Golfe n'est acquise qu'aux plus riches et diplômés. L'invasion de l'Irak constitue un choc pour les tribus. Une partie part combattre aux côtés d'Al Qaida. Quand le printemps arabe débute en Syrie, les jeunes hommes s'organisent en katibas islamistes. Ils parviennent à libérer la ville du régime en mars 2013, mais pour adhérer assez vite à l'État islamique. Seule une minorité laïque et éduquée continue de témoigner des exactions de l'EI.

Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne

Notes

1. Sulayman Khalaf, *Family, village and political party : articulation of social change in contemporary rural Syria*, University of California at Los Angeles, Faculty of Anthropology, PhD Thesis, 1981.
2. Myriam Ababsa, *Raqqa : territoires et pratiques sociales d'une ville syrienne*, IFPO, Beyrouth, 300 p. 2009, [http : //ifpo.revues.org/1021](http://ifpo.revues.org/1021)
3. Myriam Ababsa, « The End of A World. Drought and Agrarian Transformations in Northeast Syria (2007-2010) », In Hinnebusch Raymond Zintl Tina, *Syria from Reform to Revolt, Volume 1. Political Economy and International Relations*, New York : Syracuse University Press, 2013, pp. 199-222.
4. Ignace Leverrier, « 55 millions la prière, même pour l'Aïd et surtout en Syrie, c'est cher... », Un Œil sur la Syrie, blog du journal *Le Monde*, 13 novembre 2011. [en ligne].
5. Ignace Leverrier, source citée.
6. Haian Dukhan, « Tribes and Tribalism in the Syrian Uprising », *Syria Studies*, Vol 6, n° 2, 2014, University of Saint Andrews. [en ligne] [https : //ojs.st-andrews.ac.uk/index.php/syria/article/view/897](https://ojs.st-andrews.ac.uk/index.php/syria/article/view/897)
7. Haian Dukhan, op.cit. Andrew J. Tabler, *Eyeing Raqqa. A Tale of Four Tribes*, Washington Institute, March 2017. [en ligne] [http : //www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/eyeing-raqqa-a-tale-of-four-tribes](http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/eyeing-raqqa-a-tale-of-four-tribes).
8. Nicholas A. Heras, Carole A. O'Leary, "The Tribal Factor in Syria's Rebellion : A Survey of Armed Tribal Groups in Syria », *Terrorism Monitor Volume : 11 Issue : 13*, 2013. [en ligne] [https : //jamestown.org/wp-content/uploads/2013/06/TM_011_Issue13_03.pdf](https://jamestown.org/wp-content/uploads/2013/06/TM_011_Issue13_03.pdf)
9. Selon les pages Facebook de leurs membres, consultées entre novembre 2012 et septembre 2013.
10. Frantz Glasman, « Raqqa en Syrie du Nord. Domination islamiste, résistance civile et surenchère confessionnelle », Un Œil sur la Syrie, blog du journal *Le Monde*, 4 octobre 2013. [en ligne]
11. Myriam Ababsa, « Significations territoriales et appropriations conflictuelles des mausolées chiïtes de Raqqa (Syrie) », in S. Chiffolleau, A. Madoeuf, 2005, *Les pèlerinages au Maghreb et au Moyen-Orient. Espaces publics, espaces du public*, Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, pp. 109-130.
12. Frantz Glasman, « Raqqa en Syrie du Nord. Domination islamiste, résistance civile et surenchère confessionnelle », Un Œil sur la Syrie, blog du journal *Le Monde*, 4 octobre 2013. [en ligne].
13. Rayy est une ville persane située près de Téhéran.